



Ce numéro d'adsp consacré à la nutrition croise les points de vue d'experts – nutritionnistes, épidémiologistes, responsables de santé publique, économistes, acteurs en éducation de la santé, grand cuisinier... – montrant le continuum qui va de la connaissance à l'élaboration des politiques de santé publique. Comme il est rappelé dans ce numéro, la nutrition (incluant l'alimentation et l'activité physique) est un déterminant majeur de la santé et notamment des pathologies chroniques qui constituent, aujourd'hui, les enjeux majeurs de santé publique auxquels est confrontée la France, comme de nombreux pays dans le monde. Ces maladies liées à la nutrition sont un facteur d'inégalités sociales de santé. Sur la base de nombreux travaux scientifiques, des recommandations nutritionnelles sont proposées pour prévenir les maladies chroniques. En effet, les coûts humains, sociaux et économiques de ces pathologies sont considérables ; or, la nutrition est parmi les facteurs déterminants de ces maladies multifactorielles, un facteur sur lequel il est possible d'agir au niveau individuel et collectif. La France a été pionnière dans le monde pour la mise en place d'une politique publique de santé nutritionnelle effective, au travers du lancement en 2001 du Programme national nutrition santé (PNNS) qui intègre, dans un continuum, la prévention primaire, le dépistage, la surveillance et la prise en charge des pathologies nutritionnelles. Le PNNS est fondé sur une approche plurisectorielle où les orientations sont décidées conjointement avec les ministères concernés (Éducation nationale, Agriculture, Consommation, Recherche...) et discutées avec les collectivités territoriales, le mouvement associatif et les acteurs économiques. La dimension culturelle, si importante en France lorsqu'il s'agit d'alimentation, est systématiquement prise en compte pour que santé, convivialité et plaisir gustatif convergent. Des améliorations certaines ont été obtenues depuis l'instauration du PNNS. Pourtant, ces progrès au niveau de l'ensemble de la population masquent des disparités sociales qui ont eu tendance à s'aggraver.

Une nouvelle impulsion et de nouvelles mesures s'imposent pour améliorer la situation nutritionnelle de l'ensemble de la population, réduire les inégalités sociales dans le domaine de la nutrition et répondre aux enjeux préventifs et thérapeutiques des maladies chroniques. À côté des actions de communication et d'information, et des actions de terrain au plus proche des individus, il apparaît indispensable, notamment pour lutter contre les inégalités sociales de santé, d'agir efficacement sur l'offre alimentaire, l'offre d'activité physique et l'offre de soins. Ces différents éléments sont évoqués en détail dans ce numéro d'adsp au travers de divers articles qui associent revues de la littérature scientifique, témoignages, tribunes et points de vue. Ces contributions constituent un modèle de réflexion, qui, au-delà de la nutrition, concerne tous les acteurs confrontés à la traduction des connaissances dans des champs multiples en politiques de santé publique. † **Serge Hercberg**

Le sommaire se trouve en 4^e de couverture.